

Pierre Naville

**LA MAITRISE
DU
SALARIAT**

éditions anthropos

La sociologie du travail voit son importance accentuée par l'accèsion d'un gouvernement socialiste au pouvoir en France. Les réformes attendues ainsi que les difficultés soulèvent de nouveaux problèmes.

Quelles sont les répercussions de la crise sur les structures industrielles ? Quels sont les effets des restructurations sur le travail et les travailleurs ? Où conduisent les transformations des allocations sociales ? Et surtout, quelles formes nouvelles le salariat prend-il ? A ces questions, les syndicats, les entreprises et des enquêtes tentent de répondre.

Pierre Naville fait ici un large tableau de ces problèmes et des réponses que l'on peut leur apporter. *La maîtrise du salariat* fournit un complément aux nombreuses études qu'il a consacrées à l'évolution des formes du travail et de sa contestation, et dont les conclusions se trouvent aujourd'hui confirmées par les événements du monde industriel sollicité par une auto-gestion généralisée d'un nouveau genre.

Pierre Naville, Directeur de Recherches Honoraire au C.N.R.S., et l'un des fondateurs du P.S.U., a publié en 1981 *Sociologie d'aujourd'hui, nouveaux temps, nouveaux problèmes*, et en 1980 un ouvrage sur *Le temps, la technique, l'auto-gestion*. Il a consacré un ouvrage important en six volumes au *Nouveau Léviathan*, critique du socialisme d'Etat, et a publié de nombreux travaux sur l'automatisation, l'informatique, la formation professionnelle, et les nouvelles formes du salariat.

ISBN 2 - 7157 - 1099 - 2
34.14.10.

Prix : 60 F. T.T.C.

Pierre Naville

LA MAITRISE DU SALARIAT

éditions anthropos

15.rue Lacedède, 75005 Paris
Copyright Editions Anthropos 1984

INTRODUCTION

Les études présentées dans cet ouvrage concernent certains aspects nouveaux du développement des classes salariées. Ces aspects sont ici examinés du point de vue de leur importance dans la transformation des rapports sociaux d'ensemble. Ils n'ont, d'ailleurs, pas seulement un intérêt permanent d'ordre général. En effet, ils se trouvent maintenant confrontés à une situation que le gouvernement de M. Mitterrand estime orientée vers un «socialisme» d'un nouveau style, qui ne serait ni la social-démocratie à l'allemande ou à la suédoise, ni le « labourisme » à l'anglaise, ni bien entendu, le soviétisme à la russe.

Dans les conditions françaises, il s'agit avant tout de limiter la gestion économique bourgeoise, au profit de l'Etat et des organisations syndicales assimilées aux «travailleurs» salariés en général et à la «classe ouvrière» en particulier. Le succès de ce programme dépend de deux conditions essentielles : modifier la fonction de l'Etat en faveur des salariés, et en même temps transformer les fonctions des travailleurs salariés dans l'ensemble du système économique, dont ils doivent devenir partie prenante plutôt que des adversaires radicaux. Une telle perspective, on le conçoit, nécessite dans toute son ampleur, une sorte de bilan de ce que représentent les salariés qui constituent aujourd'hui environ 85% de la population active en France.

Les analyses que j'ai réunies ici se proposent précisément d'examiner certains éléments de cette problématique, sans perdre de vue la situation concrète devant laquelle le gouvernement français se trouve placé. En effet, le salariat est devenu, sous des formes fluctuantes et très variées, le terrain essentiel de toute réforme économique : naguère encore, le «socialisme» se définissait dans les programmes par «l'abolition du salariat». Il y a quelques années, la C.G.T. a supprimé cette formule de ses statuts. On observe aussi que dans tous les Etats qui se proclament socialistes, populaires, démocratiques, ou même soviétiques, le salariat est toujours à l'honneur, même si ses structures y ont été modifiées tout autant que dans les Etats du néo-capitalisme moderne.

....

Page 78 à 87 :

Dans ces conditions, le travail de M. Hollard aboutit à des résultats assez dubitatifs, sinon négatifs. Il enregistre une impossibilité pratique d'utiliser une mesure vraie et objective des temps de travail comme source des valeurs produites, et par suite des plus-values créées. D'où la difficulté d'utiliser les données élaborées à des fins de planification, à moins de se contenter d'ordres de grandeur qui n'en disent guère plus long que les expressions verbales courantes plus ou moins déduites des axiomes de Marx.

C'est ici qu'intervient la proposition plus radicale de F. de Lagausie. Celui-ci prend aussi pour point de départ l'analyse primitive de la valeur chez Marx ; mais c'est pour la rejeter comme inopérante sous sa forme historique. Il considère également les données recueillies dans la Comptabilité Nationale, mais propose de les réviser et de les compléter.

De ce point de vue il va beaucoup plus loin que M. Hollard, bien que son postulat initial demeure le même : la mesure des temps de travail. Plus loin parce que la contradiction essentielle qu'il retient n'est pas celle d'une incohérence objective ou insuffisante des données statistiques ; c'est celle qui découle de la mesure des activités par le temps, en sorte que le conflit essentiel est aujourd'hui comme hier celui qu'engendrent les échanges inégaux de temps de travail.

La critique dont part Lagausie est impressionnante. Il admet que la valeur n'est pas mesurable en quantité, que Marx d'ailleurs ne *mesure* pas la plus-value ou survaleur, de sorte que la notion théorique et les mesures possibles (prix monétaires) ne coïncident pas. Si l'on fait intervenir le temps de travail, ce n'est alors que pour le mesurer à un prix, seule valeur réelle. Or, les prix sont fixés par l'échange, même si c'est sur un marché contrôlé, et ce rapport entre temps et prix est très variable. Cela signifie que «dans tout échange, les temps de travail échangés ne sont pas égaux, mais inégaux, il y a des perdants et des gagnants, chacun reçoit plus ou moins de temps de travail qu'il n'en donne. Il apparaît alors que les luttes sociales ont pour objet de répartir les temps de travail qui sont au service des différentes classes et groupes sociaux : combien de temps de travail pour produire ce qui est accordé à la consommation des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des agriculteurs ou des retraités, des malades ? Combien de temps de travail pour les capitalistes. Tel est l'enjeu des luttes».

Ce constat ressemble à celui qu'établissent Hollard et Baudelot-Establet. Mais Lagausie en tire une critique de la façon dont Marx s'en est servi, tout aussi nébuleuse que les principes posés par Smith et Ricardo. Chez Marx un recours apparent à une sorte de calcul différentiel (mais plutôt au vocabulaire de Hegel) pose que la valeur d'échange d'une force de travail (le salaire) permet la vente d'un produit à un prix qui exprime une plus-value. Mais d'où vient la fixation du salaire-prix, si variable dans la population salariée ? A la fin du XIX^e siècle, Böhm-Bawerk, Bortkiewicz et bien d'autres avaient déjà posé la question. Mais eux aussi avaient une théorie générale de la valeur comme point de départ de leur estimation de la différence entre la valeur et le prix.

Lagausie va plus loin en proposant de supprimer la notion de valeur «pure» dans l'analyse économique.

C'est qu'il y a chez Marx une confusion entre deux catégories des relations en cause. *L'équivalence* régit la valeur d'échange, mais précisément pour repérer des inégalités : la valeur de l'objet *a* = la valeur de l'objet *b*. Mais le prix qui définit ces valeurs est une *proportionnalité* avec le temps de travail. Comment expliquer cette disparité de principes étant donné que le prix a par définition quelque rapport avec la valeur puisque la capacité de travail a non seulement un prix, mais aussi une valeur qui a même la propriété exclusive de créer une survaleur ?

Marx n'est jamais parvenu à s'expliquer clairement là-dessus, bien que son intuition l'ait mis sur la bonne voie. Mais, en son temps, il manquait de données concrètes et quantitatives capables de l'orienter. D'où l'axiome de rejet de la valeur d'usage, dont il fait abstraction dans l'échange parce que son analyse ne se préoccupe pas de la consommation. D'où le rôle confus que joue la moyenne, souvent qualifiée de «sociale» ou «globale», qui exprime très mal le rapport entre une valeur d'ensemble (définie par une moyenne «socialement nécessaire») et une valeur individuelle (du travail et de la marchandise).

Comme le fait remarquer Lagausie, Marx est alors conduit à introduire des correctifs qui interdisent les calculs sérieux, comme Hollard le montre à regret. Il ne parvient pas à réduire convenablement le travail complexe au travail simple. Il exclut de la complexité la convenance d'usage, et finalement ramène la monnaie et la force de travail à deux types de marchandises dont les propriétés sont très spécifiques. La valeur de la monnaie-or, base de toutes les monnaies, est pour Marx une valeur d'échange comme les autres, mesurée par le temps de travail ; pourtant, s'il a pu en être ainsi aux origines de l'économie monétaire, il y a longtemps que ce n'est plus le cas. La monnaie n'est plus aujourd'hui qu'une unité de compte fondée sur le crédit, c'est-à-dire finalement sur le travail et la production marchande, et l'or n'a plus cours comme monnaie. Les salaires comme les prix s'expriment en unités de compte, et non en marchandise-or.

Quant à la valeur-travail, elle se traduit en salaires, liés au temps, et c'est à ce seul titre qu'elle est calculable.

Le processus concret, dit Lagausie, est le suivant : dans sa consommation x le salarié producteur transforme sa capacité de travail de x à y_1 , ou y_2 , etc.. Le travail qui est la mise en œuvre et dépense de cette capacité, pourra alors produire non seulement la marchandise y , mais y_1 , y_2 ... «On peut dire que la production de valeur n'est pas industrielle, mais biologique. On peut expliquer ainsi l'exploitation capitaliste : l'ouvrier achète sa consommation à sa valeur, soit 100, et la transforme biologiquement en capacité de travail d'une valeur de 200, laquelle, incorporée dans une marchandise, ajoute comme il se doit une valeur de 200. Mais le capitaliste ne paye le travail effectué que 100. C'est donc bien l'ouvrier qui produit biologiquement un surplus de 100, lequel est transféré au capitaliste grâce à la moins-value réalisée sur le salaire».

En somme, ce schéma qui paraît proche de celui de Marx ne se ramène pourtant qu'à une simple différence entre le temps de travail de l'ouvrier et le temps de travail qui a été dépensé pour produire sa consommation. C'est autre chose que d'affirmer : la force ou capacité de travail a seule, comme marchandise, le pouvoir immanent de produire plus que lui-même.

Cela revient à dire qu'il ne faut pas considérer seulement la «force de travail», mais en même temps *l'usage* de cette force, car c'est *l'exécution* du travail que paye l'entrepreneur, et pas seulement la marchandise que représenterait l'exécutant. Du même coup, il faut ramener la distinction entre productifs et improductifs à ce qu'elle est dans l'économie moderne : est productif tout ce qui est payé en salaires, tout ce qui a un prix sur le marché, quelle que soit la nature de l'activité en cause. Ce n'est pas seulement l'entreprise patronale qui peut s'approprier du travail productif, ce sont tous ceux, même salariés, qui bénéficient de la différence entre paiements de temps de travail inégaux. Telle est la source de ce que j'appelle, pour ma part, «l'exploitation mutuelle».

En somme, «l'identification de la valeur au temps de travail est commode, mais trompeuse. La valeur n'a pas pour unité de mesure celle du temps, mais est proportionnelle au temps. Entre la valeur et le temps, Marx situe un coefficient de proportionnalité dont la nature et le déterminisme échappent à son analyse. Il n'envisage que la possibilité d'un mouvement apparent de ce coefficient à la suite d'un changement dans le temps de travail nécessaire à

produire l'unité monétaire... Marx n'imagine pas que ce coefficient puisse être variable sous l'effet de la lutte de classes et des groupes de pression». L'élévation prodigieuse de la productivité depuis un siècle, en même temps que s'est accrue considérablement la population active dans le monde, et que le travail salarié est devenu la forme la plus générale du travail, justifie cette thèse de bien des façons.

M. de Lagausie aboutit donc à d'autres conclusions que M. Hollard. Il estime lui aussi que la théorie de la valeur marxienne n'éclaire pas correctement les données empiriques disponibles, même si celles-ci sont incomplètes et biaisées. Mais il propose d'abandonner les difficultés de la double relation d'inégalité et de proportionnalité en recourant à ce qu'il appelle un **coefficient d'ouvroison**, qui permette d'établir des relations cohérentes entre les prix, les temps, les travaux, rapportés aux personnes. «La théorie de la plus-value est inacceptable, mais elle interprète dans une formulation idéaliste un échange inégal de temps de travail... La valeur de l'ensemble des marchandises est proportionnelle au temps de travail nécessaire pour les produire... Quel que soit le mouvement des valeurs, les hommes ne peuvent mettre à leur service que les temps de travail qu'ils effectuent les uns pour les autres», ce qui entraîne des conflits entre classes et groupes.

«Entre le jugement de valeur (le choix, la préférence, la nécessité), superstructure idéologique, et les échanges de temps, infrastructure économique, s'est réalisée une articulation modelée par les structures sociales (Etat, Institutions, Législation)».

Les Comptes de la Nation (1975) révèlent que 90 % des revenus proviennent des salaires, des prestations sociales, des revenus des entreprises individuelles ; 10 % seulement proviennent des droits de propriété sur capitaux et immeubles. Les salaires représentent dans le total une fraction croissante sous des formes de plus en plus différenciées. Par leur intermédiaire, le temps de travail reçoit une évaluation monétaire, tout comme la consommation.

Entre toute valeur v et le temps de travail t nécessaire à la production, il existe une relation $t = m v$ où m est le **coefficient d'ouvroison** dont Lagausie donne la définition suivante : «**l'ouvroison d'une valeur est la durée de l'activité nécessaire pour produire une unité de valeur. Plus le coefficient est élevé, plus la valeur nécessite du temps de travail pour être produite**». Ce coefficient doit donc comprendre non seulement des horaires d'activité, mais des temps d'apprentissage, des degrés d'intensité, de complexité de la tâche, etc...

La comptabilité sociale d'ensemble présente ainsi un équilibre dans l'ensemble des temps de travail et des produits consommables, mais au niveau individuel ou de groupe il y a inégalité dans les échanges de temps de travail, d'où *exploitation* des uns par les autres. «Il existe une compétition entre les échangeurs pour obtenir le plus possible de ces unités (monétaires) et en céder le moins possible... Ce pouvoir social est indépendant de la nature des biens qu'on peut acheter... Il n'est nul besoin d'une théorie de la valeur pour étudier l'exploitation. Il suffit de la définir comme le rapport entre le temps de travail donné et le temps de travail reçu».

En échangeant un revenu v contre une consommation v' les temps de travail sont tels que $t = m v$ et $t' = m' v'$ (m étant l'ouvroison du revenu, m' l'ouvroison de la consommation). Le rapport des temps de travail échangés sera égal au rapport des ouvroisons : $(t \text{ sur } t') = (m \text{ sur } m')$.

Si ce rapport est supérieur à 1, on perd du temps dans les échanges, s'il est inférieur on en gagne.

Inutile de dire que ce calcul implique une connaissance des temps de travail beaucoup plus détaillée et suivie qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais des progrès considérables ont déjà été faits dans ce domaine, à l'Est comme à l'Ouest, et la mise en ordre des données déjà disponibles devient urgente. «Pour contrôler les ouvraisons, dit Lagausie, il faut les connaître. Il faut créer une technique nouvelle de la Comptabilité Nationale : l'économie du temps de travail... De cette technique résultera la connaissance des échanges de travail et du même coup on pourra commencer à contrôler en rigueur les conditions de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans une première phase où il y aura en quelque sorte un minimum «d'exploitation acceptée», ou si l'on veut, *d'inégalités contractuelles*.

«L'exploitation ne peut être acceptée que si elle est mesurée, connue de tous, et correspond au jugement de valeur que chacun peut porter sur le travail, sa qualité, ses difficultés, ses inconvénients et ses dangers. Elle ne peut être acceptée que si elle correspond à une organisation de la société et des échanges, telle que les revenus non ouvrés distribués résultent d'une véritable solidarité nationale, parce qu'ils sont donnés aux retraités, aux malades, aux handicapés, aux enfants et aux jeunes qui se préparent à travailler, à ceux qui économisent sur leur consommation. Dans cette société, les investissements sont planifiés et évalués à leur utilité réelle, au temps de travail, c'est en somme une société complètement transparente et égalitaire... La fixation de l'ouvroison des revenus ne sera acceptée que si les prix baissent avec la progression de la productivité».

Cette perspective, qui conserve les intentions de Marx tout en abandonnant certains de ses postulats théoriques, permet de concevoir un état de choses où il soit possible, au moins temporairement, que certaines catégories de salariés en exploitent d'autres. Ce qui nous ramène, au-delà du capitalisme artificiel d'aujourd'hui, au cas du socialisme d'Etat de l'URSS et pays connexes. En effet, si les sources profondes de l'exploitation sont celles que décrit Lagausie, après Marx, ce serait une illusion de croire que la suppression de la propriété privée fait disparaître d'un coup de baguette magique les inégalités qui engendrent une exploitation. «Le décret de nationalisation d'une entreprise prive la bourgeoisie possédante d'une partie de son pouvoir économique et politique, transforme les relations sociales à l'intérieur de cette entreprise, mais pour modifier les échanges de temps de travail entre les ménages, il faut aller plus loin et s'intéresser à tous les revenus». C'est qu'en effet «les échanges inégaux de travail ont deux origines : l'inégalité des revenus pour des durées de travail égal et l'existence de revenus non ouvrés, c'est-à-dire ne provenant pas d'un travail.»

C'est justement le cas des revenus non ouvrés qui pose les problèmes les plus nouveaux et difficiles. Pour consommer sans travailler, en effet, il faut jouir de revenus qui dans certains cas sont l'équivalent d'une exploitation. Même lorsqu'un ouvrier salarié prend sa retraite, ou est victime d'un accident, «il ne travaille plus tandis que sa consommation nécessite toujours un temps de travail pour être produite. Dans ces conditions il n'est plus donneur de temps, mais bénéficie, au contraire, de la Sécurité sociale, c'est-à-dire du travail des autres. D'exploité, il est devenu exploiteur. C'est ainsi que des droits permettent de consommer sans travailler ou de consommer davantage sans travailler plus. Mais les uns résultent des nécessités biologiques et sociales, ce sont les droits sociaux tels que les transferts et prestations sociales compensateurs de maladie, accidents, retraites, maternité, éducation, chômage, vieillesse, etc... Les autres sont des droits de propriété : revenus financiers, actions, terres, intérêts, loyers, bénéfices d'artisans.» Les seconds sont parfois inférieurs aux premiers, d'où la rage de la bourgeoisie capitaliste privée contre les transferts, bien que nombre de bénéficiaires des droits de propriété soient en même temps des salariés, de sorte, dit Lagausie, que «le développement d'une bourgeoisie salariée suggère une ligne d'évolution conforme à un schéma réformiste vers une technocratie d'Etat socialiste».

Il va de soi que l'une des formes les plus frappantes de cet échange inégal des temps de travail est celle qui se manifeste et s'aggrave dans les échanges internationaux, notamment entre pays industriels et pays à base agricole. En 1960, par exemple, les pays industriels échangeaient le temps de travail avec les pays sous-développés à 1 contre 7 ou 8. Les importations des pays développés exigeaient l'emploi d'environ 73 millions d'actifs, tandis que leurs exportations vers les pays sous-développés ne nécessitaient l'emploi que de 10 millions d'actifs environ. La réévaluation croissante des prix du pétrole a commencé à rectifier ce genre d'inégalités.

Lagausie va jusqu'au bout de son analyse lorsqu'il étend sa portée à une définition plus large du salariat. «A la place d'une théorie idéaliste de la valeur et de la plus-value, dit-il, on a une description des échanges inégaux de travail, ce qui permet de définir un ensemble plus vaste que les prolétaires : **les donneurs de temps**». Combien de temps de travail pour produire des agriculteurs, des ouvriers, des fonctionnaires des Assurances sociales ou d'une assistance ? Quel est le bilan pour chaque classe et groupe social ? On a vu que Baudelot-Estabet donnaient une première réponse à ces questions, dans leurs tableaux de corrélations. Hollard allait plus loin en montrant le genre d'études à entreprendre pour aboutir à des conclusions pratiques. Et Lagausie ne craint pas de formuler une loi plus générale qui écarte les contradictions sémantiques relevées chez Marx.

Lagausie étend son affirmation : «Il est certain, écrit-il, que les échanges inégaux de travail existent dans les pays socialistes et qu'ils peuvent jouer un rôle dans ces «contradictions non antagonistes». Mais il laisse ouverte la question de savoir ce que signifie ce «non-antagonisme». Le vrai socialisme, ajoute-t-il, serait «une société où les échanges inégaux de temps de travail sont maîtrisés, justifiés et contrôlés d'une manière démocratique», ce qui entraîne la nécessité de planifications et de nationalisations. Il rejoint ainsi certaines des conclusions que j'ai présentées tout au long du « *Nouveau Léviathan* ».

A certains égards, les travaux que je présente ici tendent à montrer que le rôle joué dans l'économie du temps, chez les classiques comme chez Marx, est encore plus important qu'on ne l'imagine d'ordinaire. Le temps n'est plus simplement conçu comme une variable d'équations, ou la composante d'un ensemble de facteurs. Il est devenu l'enjeu fondamental de tous les rapports économiques et sociaux. Il est en définitive un *objet*, et lui-même, dans les rapports que nous subissons, une *marchandise*. Il n'est pas seulement une valeur qui sert à mesurer toutes les autres. Il est lui-même une marchandise spécifique que l'argent sert à mesurer lui aussi.

C'est de ce côté que se tournent aujourd'hui de nombreuses études tout à fait intéressantes, comme celles de R. Teboul. En même temps, le Commissariat du Plan a fait procéder, pour la préparation du Vème plan, à une série d'études qui visent à examiner sur un terrain pratique quelques questions soulevées dans les entreprises et les services (Document sur «l'aménagement du temps dans l'étalement des vacances», décembre 1978 ; «Le partage du temps selon les âges, le travail, la mobilité, le revenu», juillet 1979 ; R. Bo-din et G. Jean, «La qualification et le temps», 1979 ; M. Pépin et D. Touneau, «Conséquences des mesures de réduction de la durée du travail», *Travail et Emploi*, juin 1979). Ces études chiffrées dépendent des données statistiques disponibles, mais permettent déjà de constituer des nomenclatures et classements de problèmes. Le matériel une fois structuré permet d'aborder des questions importantes. Mais dans ce cas une réflexion théorique sur la nature du temps, telle qu'elle est mise en œuvre socialement et individuellement, devient tout à fait nécessaire.

C'est à ce genre de réflexion que procède J. Teboul. En effet, se demande-t-il, peut-on admettre que le temps ne joue un rôle décisif dans les rapports sociaux qu'au titre de temps de travail ? Le temps hors travail (salariné) ne joue-t-il pas aussi un rôle essentiel dans la mesure où à son tour il est tombé dans les filets de l'échange marchand ? Et le temps de travail lui-même ne se réfère-t-il pas à des dimensions qui débordent les mesures horaires classiques ? Le moment est alors venu d'élaborer une théorie générale qui tienne compte de bien des variables jusqu'à présent négligées, mais que l'évolution industrielle, les transformations du salariat et les modes de vie programmés rendent indispensables. A ce titre, la réflexion de Teboul apparaît comme un prolongement des recherches de Hollard et de Lagausie, mais elle s'oriente différemment parce qu'elle introduit certains paramètres qui n'appartiennent pas directement aux relations économique-sociales bien qu'ils s'appuient sur certaines analyses fondamentales de Marx.

...

Page 134 :

Lagausie a essayé, comme je l'ai rappelé, et comme il y revient dans un article récent (2), de développer une critique des catégories marxiennes dans le sens où je me suis engagé dans « Le Nouveau Léviathan », ce qui conduit à douter de la validité des thèmes de « valeur-travail », avec tout ce qui s'en suit, en particulier dans les rapports sociaux du Socialisme d'Etat. Il confronte les catégories en cause avec les réalités du capitalisme et du socialisme d'Etat contemporain, et en conclut qu'il faut élaborer une nouvelle méthodologie, en dépassant Marx plutôt qu'en lui mettant des « habits neufs », ou en niant simplement sa profondeur, l'exactitude ou la portée de ses analyses - dont le défaut, en fin de compte, est d'avoir trop utilisé, à son corps défendant sans doute, les catégories de Hegel.

Ces ouvrages italiens ont pourtant un mérite. L'honnêteté mathématique pousse les auteurs à établir, même si c'est pour le regretter, tout le vide qui subsiste entre les formules algébriques et le langage flou et ratiocinant de Marx, lié à ses axiomes venus de Hegel et de Ricardo. Au point de préférer leurs schèmes de calculs à ceux que Marx présentait grossièrement (comme je l'ai montré dans « Sociologie et Logique », 1982) ; en somme à prétendre qu'à certaines réductions mathématiques près, les formulations marxiennes restent vraies, mais mal comprises parce que les choses se sont compliquées. Cependant, cette vue ne s'applique qu'à l'analyse des Etats capitalistes.

Lagausie, lui, suit une démarche différente, qui est la mienne. Il constate d'abord ce que sont les relations économiques, techniques, et sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui comme dans le socialisme d'Etat instauré en URSS, Chine, etc... Et il en conclut que certains postulats essentiels chez Marx peuvent être laissés de côté, que d'autres s'avèrent faux (inefficaces), que d'autres doivent être élaborés, et qu'ensuite seulement il faudra mettre au point les instruments logico-mathématiques capables de rendre compte des réalités présentes. Selon cette démarche, ce n'est pas « la » marchandise qui devient le pivot de l'analyse, mais le travail-salaire, d'où tout découle, comme je l'ai fait précisément dans « Le Salaire socialiste ». Dans ce cas, la poussière et variété des marchandises en général peut s'expliquer par les nouvelles conditions du travail et du salariat.

...

(2) F. de Lagausie : « Donneurs de temps de tous les pays... » Revue : NON !, N° 11, janv.-fév. 1982.

REFERENCES

- Paul ADLER. *Automatisation et Travail. Le cas des banques*. Université de Picardie. U.E.R. d'économie et de gestion, 1981, 3 vols. de 111 p., 78 p., et 94 p., ronéo.
- Danièle AUFROY, Michèle COLLIN, Thierry BAUDOIN, Alain GUILLERM. *La grève et la ville*. Paris, Bourgois, 1979, 246p..
- *Autobiographies de militants C.G.T.U.-C.G.T.* Présentées par J. Peneff. Cahiers du L.E.R.S.C.O., Université de Nantes C.N.R.S., NO 1. Déc. 1979, 155 p.
- Christian BAUDELLOT, Roger ESTABLET, Jacques TOISIER. *Qui travaille pour qui ?* Paris, Maspéro, 1979, 250p.
- Thierry BAUDOIN, Michèle COLLIN. *Les conséquences sociales de l'hétérogénéisation des formes d'emploi : le cas du mouvement syndical*. Paris, laboratoire de Sociologie de la Connaissance, 1981, 237 p. ronéo.
- Michel BURNIER. *Fiat : Conseils ouvriers et syndicat*. Préface de P. Naville. Paris, Editions ouvrières, 1980, 263 p.
- C.F.D.T. , J-P. FAIVRET, J.L. MISSIOKA, D.WOLTON. *Le tertiaire éclaté. Le travail sans modèle*. Paris, Ed. du Seuil, 1980, 370p.
- Benjamin CORIAT. *L'atelier et le chronomètre. Essai sur le taylorisme, le fordisme et la production de masse*. Paris, Bourgois, 1979, 299 p.
- Mireille DADOY. *Les systèmes d'évaluation de la qualification du travail et politiques du personnel*. Tome V. Unité de Paris VII, Groupe de sociologie du travail. C.N.-R.S., 1976, 593p.
- Joëlle DENIOT. *Les métiers ouvriers de la métallurgie. Une usine nantaise : Les Batignolles*. Cahiers de L.E.R.S.-C.O., Université de Nantes, Janvier 1981, 116p.
- Pierre DUBOIS. *Les Ouvriers divisés*. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1981 ; 240 p.
- Pierre DUBOIS. «Techniques et divisions des travailleurs», *Sociologie du Travail*, avril-juin 1978, p. 177-190.
- Pierre DUBOIS, Craba MAKÓ. *La division du travail dans l'industrie*. Etude de cas hongrois et français. Paris, C.N.-R.S., 1980, 486 p. ronéo.
- *The dynamics of Labour Market segmentation*. Frank Wilkinson, éd. London, Académie Press, 1981, 308 p.
- Bernard EDELMAN. *La législation de la classe ouvrière. I. L'entreprise*, Paris Bourgois, 1978, 250 p.
- «FAIRE». *Crise et avenir de la classe ouvrière*. Paris, Ed. du Seuil, Col. Points, 1979, 121p.
- Michel FREYSSENET. *La division capitaliste du travail*. Paris, Ed. Savelli, 1977, 226 p.
- Michel FREYSSENET. *Le processus de déqualification-surqualification de la force de travail. Eléments pour une problématique de l'évolution des rapports sociaux*. Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 2 vols., 1974, 247 et 329 p.
- Michel FREYSSENET, Françoise IMBERT, Monique PINÇON. *Les conditions d'exploitation de la force de travail. Données statistiques 1945-1975*. Paris, Centre de Sociologie Urbaine, 1975, 329 p.
- Raymond GALLE, François VATIN. *Le modèle de fluidité. Etude économique et sociale d'une raffinerie de pétrole*. Laboratoire de conjoncture et prospective, Bandol, Avril 1980, 447 p., ronéo.
- Raymond GALLE, François VATIN. «Production fluide et ouvrier mobile. Procès de production et organisation du travail dans le raffinage pétrolier.» *Sociologie du Travail*, 1981, N° 3, p. 275-293.
- Alain GUILLERM. *L'autogestion généralisée*. Paris, Bourgois 1979, 216p.
- Richard HERDING, Beldt KIRCHLECHNER. *Lohn ar-beiterinteressen: homogenitdt und Fraktionierung*. Campus VG., Frankfurt, 1979, 351 p.
- Michel HOLLARD. *Comptabilités sociales en temps de travail*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1978, 350p.

- François de LAGAUSIE. *Les échanges inégaux du temps de travail et l'inflation*. Paris, Anthropos, 1978, 347 p.
- Catherine LEVY. *Une multinationale contre ses travailleurs. La Montedison sur la ligne bleue des Vosges*. Paris Ed. Maspero, 1982, 144p.
- R. LOVERIDGE, A.L. MOK. *Théories of Labour Market Segmentation. A critique*. The Hague, M. Nijhoff, 1979, 257 p.
- Yan MOULIER. Les théories américaines de la «segmentation du marché du travail» et italiennes de la «composition de classe» à travers le prisme des lectures françaises. *Babylone*, n° 0, Janvier 1982, p. 175 -214.
- Antonio NEGRI. *La classe ouvrière contre l'Etat*. Paris, Galilée, 1978,311 p.
- *La qualification du travail : de quoi parle-t-on ?* Commissariat Général du plan, Paris, *La Documentation française*, 1978,203p.
- Pierre ROLLE, Pierre TRIPIER, Jean-Marc Van HOUTTE. *Le mouvement de qualification dans la restauration*. Groupe de sociologie du travail, Paris VII. 1980, 216p.
- *Segmentation de l'emploi ou Division du salariat*. N° spécial de *Critique de l'Economie politique*. NELLE série, n° 15-16, Avril -Juin 1981, Paris, 249 p.
- René TEBOUL. *Le temps -marchandise*. Université d'Aix -Marseille II. Faculté des sciences économiques. Février 1978,438 p., ronéo.
- Mario TRONTI. *Ouvriers et capital*. Paris, Bourgois, 1977, 382 p.
- Michel VERRET. *L'ouvrier français. L'espace ouvrier*. Paris, A. Colin, 1979.

Quatrième de couverture :

La sociologie du travail voit son importance accentuée par l'accession d'un gouvernement socialiste au pouvoir en France. Les réformes attendues ainsi que les difficultés soulèvent de nouveaux problèmes.

Quelles sont les répercussions de la crise sur les structures industrielles ? Quels sont les effets des restructurations sur le travail et les travailleurs ? Où conduisent les transformations des allocations sociales ? Et surtout, quelles formes nouvelles le salariat prend-il ? A ces questions, les syndicats, les entreprises et des enquêtes tentent de répondre.

Pierre Naville fait ici un large tableau de ces problèmes et des réponses que l'on peut leur apporter. La maîtrise du salariat fournit un complément aux nombreuses études qu'il a consacrées à l'évolution des formes du travail et de sa contestation, et dont les conclusions se trouvent aujourd'hui confirmées par les événements du monde industriel sollicité par une auto-gestion généralisée d'un nouveau genre.

Pierre Naville, Directeur de Recherches Honoraire au C.N.R.S., et l'un des fondateurs du P.S.U., a publié en 1981 *Sociologie d'aujourd'hui, nouveaux temps, nouveaux problèmes*, et en 1980 un ouvrage sur *Le temps, la technique, l'auto-gestion*. Il a consacré un ouvrage important en six volumes au « Nouveau Léviathan », critique du socialisme d'Etat, et a publié de nombreux travaux sur l'automatisation, l'informatique, la formation professionnelle, et les nouvelles formes du salariat.

Pierre Naville
LA MAITRISE DU SALARIAT
éditions anthropos

15.rue Lapepède, 75005 Paris

Copyright Editions Anthropos 1984